

Mme Margot Wallström, Ministre des affaires étrangères

Déclaration du Gouvernement

à l'ouverture du débat de politique étrangère
au Parlement, mercredi 14 février 2018



LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur/Madame le Président, honorables députés, représentants du corps diplomatique, Mesdames et Messieurs,

Cela fera 100 ans cette année que le Parlement a décidé de rendre le droit de vote universel et égal pour les femmes et les hommes.

Ceci est une parfaite occasion de se souvenir de ceux et celles qui nourrissent notre démocratie ; ceux qui la porte. Le peuple. Les politiciens et les fonctionnaires. Les journalistes. La société civile. Nous qui sommes ici présents dans cette assemblée.

Je dis cela parce que les esprits alarmistes essaient maintenant de nous faire croire que la prochaine campagne électorale sera sale.

Je m'adresse à eux : il peut en être autrement. Cela dépend de nous.

Nous tous réunis ici pouvons choisir de faire de la politique avec dignité. Nous pouvons choisir de débattre dans le respect – pour chacun d'entre nous et pour la vérité.

La démocratie est l'essence même de la politique étrangère de la Suède, dont la tâche est d'assurer la sécurité dans un monde troublé. La politique étrangère gère les changements qui opèrent autour de nous :

les changements climatiques, qui menacent notre

sécurité, les pays qui se referment sur eux-mêmes et

les personnes contraintes de fuir.

On peut résumer notre tâche comme suit :

L'objectif principal de la politique étrangère de la Suède est de préserver la sécurité de notre pays et de notre peuple.

Nous le faisons en partenariat avec d'autres, par le biais d'une politique étrangère active pour laquelle la diplomatie, le dialogue et la coopération sont nos outils essentiels.

Notre engagement en faveur du libre-échange, de l'égalité, de l'égalité des genres ainsi que notre aide au développement substantielle constituent des éléments essentiels de cette politique.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

La politique de sécurité de la Suède est fermement ancrée. Notre non-participation aux alliances militaires nous sert bien et contribue à la stabilité et la sécurité dans l'Europe du nord. Cela implique une politique étrangère et de sécurité active, large et responsable associée à une coopération de défense renforcée, particulièrement avec la Finlande, ainsi qu'une capacité de défense nationale crédible.

La politique étrangère et de sécurité de la Suède repose sur la cohésion au sein de l'Union européenne et une coopération accrue sur un large front : dans la région nordique et la région de la mer Baltique, au sein des Nations Unies et de l'OSCE, avec l'OTAN et par le biais d'un lien transatlantique étroit.

La Suède ne resterait pas passive si une catastrophe ou une attaque touchait un autre pays de l'Union européenne ou un pays nordique. Nous nous attendons à ce que ces pays agissent de la même manière si la Suède était touchée. Notre pays doit donc pouvoir apporter et recevoir de l'aide, qu'elle soit civile ou militaire.

Notre sécurité dépend du respect de l'ordre sécuritaire européen, raison pour laquelle nous agissons par le biais de l'Union européenne ainsi que de l'OSCE et du Conseil de l'Europe afin de le maintenir.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

La sécurité de la Suède commence dans son voisinage. Notre région doit pouvoir résister aux pressions et contrer les tentatives de créer la division et l'instabilité. Le gouvernement œuvre activement à combattre de telles menaces, qu'il s'agisse de terrorisme ou de menaces hybrides, militaires ou de cyberattaques.

Nos relations avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont cruciales. Nous célébrons cette année les cent ans de leur déclaration d'indépendance.

En 2018, la Suède a une responsabilité particulière pour la coopération entre les pays riverains de la mer Baltique. Nous exerçons la présidence du Conseil nordique des ministres, du Conseil euro-arctique de Barents ainsi que du Conseil des États de la mer Baltique et nous menons la coopération de la politique étrangère nordique et la coopération des pays nordiques et baltes. Nous voulons renforcer la sécurité et la durabilité de notre région, notamment par les échanges de jeunes, l'innovation et la transformation numérique, les villes intelligentes ainsi qu'en luttant contre la traite des êtres humains.

La Russie participe à plusieurs de ces formats. La Suède et l'Union européenne recherchent le dialogue et la coopération avec la Russie dans des domaines d'intérêt mutuel – tels les changements climatiques, les échanges et les opérations de réaction aux catastrophes. Ces contacts contribuent également à renforcer notre sécurité.

La Russie porte la responsabilité du conflit dans l'est de l'Ukraine, qui a fait plus de 10 000 victimes. Nous condamnons l'agression de la Russie, y incluse l'annexion illégale de la Crimée. Ces violations flagrantes du droit international constituent la plus grande menace à l'ordre sécuritaire européen depuis la fin de la guerre froide. Les sanctions de l'Union européenne doivent être maintenues tant que les raisons de leur introduction subsistent. L'évolution de la situation politique interne en Russie est également négative.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

L'Union européenne existe pour servir les citoyens de l'Europe. Si nous oublions cela, nous risquons de perdre la confiance de la population. Les questions sociales, des emplois équitables et des conditions de travail satisfaisantes doivent donc jouer un rôle plus grand au sein de l'Union européenne. C'était également le thème du sommet européen de Göteborg qui s'est tenu l'automne dernier.

La coopération européenne nous apporte la paix, la sécurité et la croissance. La Suède est un membre actif de l'Union européenne et nous sommes préoccupés par une intolérance croissante et le déclin du respect des principes de l'État de droit dans certains États membres.

L'Union européenne est notre principale arène de politique étrangère. Nous œuvrons en faveur d'une Union européenne active à travers le monde – en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité et par une politique en faveur d'un commerce libre et équitable. L'Union européenne doit se doter d'une politique climatique ambitieuse et respecter les accords sur le climat qui ont été signés. Il est également important que l'Union européenne bénéficie d'un régime commun d'asile qui apporte une sécurité juridique tout en étant humain et durable et pour lequel tous les pays assument leur responsabilité.

La politique de sécurité et de défense commune est en cours d'élaboration. Nous contribuons à la CSP, la coopération structurée permanente de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense dont l'objectif est de renforcer les capacités opérationnelles et l'efficacité dans le domaine de la défense. Conjointement avec la Finlande et l'Allemagne, nous menons l'élaboration de la capacité civile de l'Union européenne à prévenir et gérer les conflits.

Nous regrettons la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne et espérons que cela sera mis en œuvre de manière ordonnée et que l'Union européenne et le Royaume-Uni maintiendront leurs liens étroits.

La perspective de l'adhésion à l'Union européenne doit être claire pour les pays des Balkans occidentaux mais cela exige des réformes continues – efforts que nous soutenons. Nous soutenons également les ambitions des pays du partenariat oriental de renforcer leurs liens avec l'Union européenne et de mettre en œuvre les réformes nécessaires.

L'évolution en Turquie, y inclus les conflits récurrents avec les groupes kurdes, est profondément préoccupante, tout comme les attaques perpétrées dans la région d'Afrin dans le nord de la Syrie.

L'Union européenne doit coopérer avec la Turquie tout en faisant pression sur elle. L'Union européenne ne devrait pas fermer la perspective d'une adhésion.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

Les défis mondiaux exigent une coopération mondiale. La Suède défend un ordre international fondé sur des règles et nous soutenons les projets de réforme des Nations Unies menés par le Secrétaire général des Nations Unies.

La Suède a achevé la première année de son mandat de deux ans au Conseil de sécurité des Nations Unies, au sein duquel nous avons participé aux efforts de prévention des guerres et conflits.

Nos efforts portent leurs fruits. À l'heure qu'il est, nous sommes en train de négocier une résolution de cessez-le-feu en Syrie, pour continuer d'assurer l'assistance humanitaire aux millions de personnes dans le besoin. Nous jouons un rôle majeur dans les questions relatives aux enfants dans les conflits armés. Nous avons considérablement renforcé le travail des Nations Unies en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité.

Sur l'initiative de la Suède, le Conseil a unanimement condamné les violences faites au peuple des Rohingya au Myanmar et nous œuvrons à une solution à la crise et pour traduire en justice ceux qui se sont rendus coupables de crimes contre l'humanité.

Une question brûlante à l'ordre du jour du Conseil est les ambitions d'armement nucléaire de la Corée du nord. Les programmes d'armements et de missiles nucléaires constituent une menace majeure à la paix et la sécurité mondiale. Nous encourageons une solution pacifique et à la mise en œuvre des sanctions imposées sur le pays.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

L'horloge dite de *l'apocalypse*, indiquant le risque d'une catastrophe mondiale telle qu'une guerre nucléaire, a récemment été avancée à minuit moins deux minutes.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des puissances nucléaires, modernisent leurs arsenaux. Nous restons préoccupés par l'accord nucléaire majeur avec l'Iran.

Ce gouvernement œuvre en faveur du désarmement et de la non-prolifération d'armes nucléaires en surmontant les divergences au sein du traité de non-prolifération des armes nucléaires et en renforçant sa dimension de désarmement. Nous irons également de l'avant avec des mesures de réduction des risques et de transparence accrue.

Les puissances nucléaires, particulièrement les États-Unis et la Russie, ont une responsabilité particulière. Il est alarmant de constater que l'utilisation d'armes nucléaires tactiques soit

discutée comme une option. Nous exhortons les deux pays à négocier la poursuite des réductions des arsenaux d'armes nucléaires et de respecter le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

Une nouvelle initiative de désarmement est le traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires. Une enquête examinera les conséquences d'une éventuelle adoption par la Suède.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

L'automne a été marqué par un mouvement sans égal. On peut le résumer en deux mots : me too.

À travers le monde, les femmes sont défavorisées en termes de ressources, de représentation et de droits.

Ceci est la raison simple pour laquelle nous menons une politique étrangère féministe – avec bec et ongles, à travers le monde.

En Arabie saoudite et en Iran, nous offrons des formations aux femmes pour renforcer leur autonomisation économique. Au Rwanda, nous avons initié un débat public sur le rôle des pères. Les membres de notre réseau de femmes médiateurs sont actifs en Syrie, en Afghanistan, en Colombie et en Ukraine.

La Suède est l'un des plus grands bailleurs de fonds dans le domaine de la santé et des droits sexuels et génésiques, par le biais de l'accès aux moyens de contraception, aux soins de santé maternelle et aux avortements sûrs. Nous œuvrons pour stopper les mutilations génitales féminines.

Ce sont quelques exemples de notre politique étrangère féministe ; nous pouvons voir d'autres pays prendre également le pas.

Nous créons plus d'alliances, nous renforçons un nombre croissant de défenseurs des droits des femmes et améliorons la vie de davantage de personnes.

Sur Wikipédia, on observe quatre fois plus d'articles dédiés aux hommes qu'aux femmes. À l'occasion de la journée internationale des femmes, le ministère des Affaires étrangères et près de 50 ambassades organiseront des ateliers d'écriture afin d'accroître le nombre d'articles dédiés aux femmes.

En avril, le gouvernement, en coopération avec l'Institut suédois et en dialogue avec le parlement, recevra le Forum de Stockholm sur l'égalité des genres – une grande conférence internationale sur l'égalité des genres qui rassemblera des délégués au niveau local et des délégués de haut niveau venus du monde entier. L'objectif est de favoriser l'échange de résultats et d'expériences et d'inspirer les responsables politiques.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

La démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit sont mis à l'épreuve dans le monde entier. Ceci veut dire que les gens ont moins d'influence sur leurs communautés et moins de pouvoir de contrôler leurs vies. La sécurité dans le monde recule.

Cette vision a été confirmée dans les rapports de 135 pays sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, publiés l'année dernière par le ministère des Affaires étrangères. Ces rapports constituent la base de notre dialogue avec les pays concernés. Nous avons également nommé un ambassadeur des droits de l'homme et présenté une communication écrite au parlement relative à ces questions.

La Suède s'oppose à toutes formes de racisme et de haine. Dans notre action à travers le monde, nous soutenons les défenseurs des droits de l'homme, les militants LGBTI, les journalistes et autres personnes se trouvant dans des situations vulnérables. Nous n'accepterons jamais les attaques fondées sur l'ethnicité ou la religion.

Les droits des syndicats sont une question de démocratie. Le Premier ministre a lancé l'initiative Global Deal afin de promouvoir de bonnes relations sur le marché de l'emploi. À ce jour, plus de 75 acteurs ont rejoint l'initiative, couvrant ainsi 18 pays. Cette année nous établirons une structure de long terme pour ce travail.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

La Suède a des relations bilatérales avec la quasi-totalité des pays du monde. Grâce au dialogue, à la fois avec nos amis proches et avec ceux dont nous ne partageons pas les valeurs, nous rendons la Suède plus sûre.

Les relations avec les États-Unis sont cruciales pour la politique étrangère et de sécurité de la Suède ainsi que pour notre croissance. C'est pourquoi nous continuerons de les approfondir sur la base de nos intérêts et valeurs communs.

L'Amérique latine progresse. Nous souhaitons continuer d'approfondir nos relations avec les pays de la région, raison pour laquelle nous présentons maintenant un plan de coopération avec l'Amérique latine.

Alors que le processus de paix en Colombie a suscité l'espoir, la situation au Venezuela est très préoccupante.

L'évolution en Asie ouvre la porte à de nouvelles opportunités. Nous renforçons les échanges politiques et économiques avec l'Inde et le Japon. Nous sommes une force motrice majeure dans l'agenda économique de l'Union européenne avec l'Asie et l'Océanie.

Nos relations avec la Chine sont en expansion. Le rôle du pays dans le monde est croissant, ce qui entraîne une responsabilité accrue, y incluse la protection des droits de l'homme.

Nous poursuivons notre engagement de long terme dans un Afghanistan durement éprouvé. Nous renforçons, grâce à notre soutien, la construction de l'État et la consolidation de la paix ainsi que la participation des femmes.

La liste des conflits au Moyen-Orient est longue. La souffrance qu'ils ont engendrée est incommensurable.

Nous soutenons un processus inclusif en Syrie en faveur d'une solution politique dans laquelle les femmes participent aux négociations et à la prise de décision. Nous sommes un des donateurs humanitaires les plus importants dans la crise syrienne.

La Suède œuvre à la réconciliation et à la stabilisation en Irak maintenant que Daesh a été vaincu. Ceci vaut également pour les relations entre Bagdad et la région autonome kurde. Nous sommes toujours actifs dans le domaine de la formation militaire, de la réforme du secteur de la sécurité et de l'aide.

Nous sommes une force motrice au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies pour trouver une solution politique de long terme au Yémen afin d'alléger la crise humanitaire profonde.

Les tensions croissantes entre l'Arabie saoudite et l'Iran entretiennent l'instabilité au Moyen-Orient. Le dialogue politique entre les deux pays est nécessaire.

Le gouvernement œuvre en faveur d'une solution à deux États au conflit israélo-palestinien, qui soit fondée sur le droit international. À cet égard, la Suède – tout comme le reste de l'Union européenne – considère Jérusalem comme la future capitale pour deux États. Nous entretenons depuis longtemps des relations amicales avec la Palestine. Nous contribuons à la constitution d'un État démocratique et apportons notre soutien aux réfugiés par le biais du UNRWA. Nous sommes un ami d'Israël et défendons ses besoins légitimes de sécurité.

Les développements en Afrique prennent diverses formes. Certains pays connaissent une forte croissance. L'Union africaine est renforcée et la coopération régionale augmente. En même temps, la guerre et les crises humanitaires continuent de forcer les populations à l'exil.

Les conflits et les changements climatiques aggravent la situation sécuritaire dans la région du Sahel. L'instabilité est un terrain fertile pour la radicalisation. Nous croyons en la coopération et participons aux missions des Nations Unies et de l'Union européenne au Mali, en soutenant l'élaboration d'une force de sécurité propre aux pays du Sahel et en renforçant l'aide dans la région.

Nous observons certains signes positifs en Somalie, bien que la corne de l'Afrique soit en même temps en proie à des conflits et tensions prolongés. Nous avons augmenté notre aide et agissons activement pour prévenir les conflits et renforcer les groupes vulnérables.

Le changement de régime au Zimbabwe est une occasion historique. Le nouveau gouvernement doit respecter ses promesses de réformes politiques et économiques.

Dans la République démocratique du Congo, la crise politique et humanitaire est profonde. Nous œuvrons en faveur d'une passation de pouvoir pacifique et démocratique et soulignons tout particulièrement l'importance de la participation des femmes.

L'année dernière, les experts des Nations Unies, Zaida Catalán et Michael Sharp étaient assassinés lors d'une mission en RDC. Nous agissons sans relâche pour que ces meurtres soient élucidés et les assassins traduits en justice.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

En soutenant le développement durable et la réduction de la pauvreté, nous promouvons la sécurité dans le monde. C'est pourquoi la Suède sera une force motrice dans la mise en œuvre de l'agenda 2030.

Nous faisons partie des rares pays qui accordent un pour cent de leur revenu national brut à l'aide au développement et nous agissons afin que davantage de pays atteignent l'objectif des Nations Unies fixé à 0,7 pourcent du RNB attribué à l'aide au développement.

Les revenus fiscaux sont cruciaux au bon fonctionnement de la société. En mai, le gouvernement sera l'hôte d'une conférence internationale sur l'élaboration des capacités contributives dans les pays en développement.

Les changements climatiques sont devenus un de nos plus grands défis sécuritaires. Les conditions climatiques extrêmes obligent les populations à fuir et le manque de ressources naturelles accroît le risque de conflits et de guerres. L'écart entre les engagements actuels et les réductions d'émissions nécessaires fixées lors de l'accord de Paris est « extrêmement alarmant », selon les chercheurs.

La Suède prend ses responsabilités. Nous avons la loi sur les changements climatiques la plus ambitieuse du monde et apportons de nombreuses contributions aux actions relatives au climat, à l'environnement et aux océans dans les pays en développement.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

Le commerce extérieur de la Suède nous apporte 1,4 million d'emplois. Le commerce contribue à la sécurité des personnes.

Les bénéfices du libre-échange et de la libre circulation sont parfois remis en question au profit d'un protectionnisme croissant. Nous n'irons pas dans ce sens. Nous défendrons le

libre-échange tout en promouvant également la protection sociale et une politique environnementale ambitieuse.

Par sa stratégie d'exportation, le gouvernement renforce les opportunités pour les entreprises suédoises d'accroître l'exportation et de gagner de nouveaux marchés. Nous voulons plus d'investissements en Suède.

L'intention du gouvernement est que la Suède participe à l'exposition universelle à Dubaï en 2020.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

Le personnel des services extérieurs suédois travaille sans relâche 24 heures sur 24 pour apporter son aide aux Suédois se trouvant dans des situations d'urgence ou de crise à l'étranger. La majorité d'entre eux sont aidés discrètement.

Nous sommes confrontés à certains cas très difficiles, certains noms étant bien connus de l'ensemble des personnes ici présentes. Nous agissons toujours dans leur meilleur intérêt.

Cette année, nous lancerons une initiative consulaire dans le domaine des conflits familiaux, en mettant l'accent sur les enfants et les mariages forcés.

Un service extérieur suédois moderne doit refléter une Suède moderne. Nous prendrons d'autres initiatives afin que des personnes d'origines diverses soient recrutées au sein du ministère des Affaires étrangères.

* * *

Monsieur/Madame le Président,

Alors que la seconde guerre mondiale éclatait en 1939, Astrid Lindgren écrivait ce qui suit dans son journal :

...la terre pourrait être une belle place où vivre.

N'est-ce pas finalement ce que tout un chacun souhaite ? Pouvoir façonner sa vie et vivre en sécurité.

Ne nous contentons pas de moins. Agissons avec courage et patience. Affrontons les inquiétudes du monde, forts d'une politique en faveur de la sécurité qui soit porteuse d'avenir. En Suède et dans le reste du monde.